

Anissa-Flore AMZIANE Marc-Antoine LEROY



Madame, Monsieur,

L'élection présidentielle a révélé les fractures sociales, démocratiques et politiques qui affectent profondément la société française. La préparation des élections législatives, en revanche, a fait lever un immense espoir à gauche, car une coalition nouvelle des formations de gauche s'est constituée, à l'initiative de la France Insoumise qui, après le résultat de son candidat à la présidentielle, avait le devoir de la réaliser pour répondre aux besoins du pays. **Notre parti s'est totalement investi dans cette volonté unitaire.**

Bizarrement, les quatre circonscriptions de Corse, sur décision de la France Insoumise, n'ont pas été intégrées dans l'accord national. En conséquence, aucun candidat insulaire ne pourra bénéficier d'une investiture nationale commune. Nous le regrettons, car cette « mise à l'écart » pourrait freiner, au plan local, la dynamique unitaire qui est en train de se développer dans tout le pays et qui peut aboutir à une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Faute de base nationale suffisante, nos efforts pour réaliser des accords locaux cohérents ont fini par tourner court.

Nous avons alors choisi de relayer, dans l'ensemble des circonscriptions de Corse, le message et les mesures sociales urgentes portées par la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale. Le pays tout entier en a besoin. La Corse aussi.

**Les candidats communistes les défendront
dans les quatre circonscriptions de Corse.**

Anissa-Flore AMZIANE, Marc-Antoine LEROY

Nos principales propositions

- La hausse immédiate du SMIC à 1500 euros net, des salaires et des pensions, le retour à la retraite à 60 ans pour toutes et tous, la garantie d'autonomie pour les jeunes, le blocage des prix sur les produits de première nécessité et une lutte véritable contre la pauvreté.
- De nouveaux droits d'intervention et de décision des salariés dans les entreprises.
- Une véritable planification écologique et démocratique, par l'application de la règle verte.
- La désobéissance aux règles de l'Union européenne qui seraient en contradiction avec l'application de notre programme.
- La justice fiscale : rétablissement de l'ISF, taxation du capital équivalente à celle du travail et lutte contre l'évasion fiscale.
- La reconquête des services publics et des créations d'emplois : dans la santé avec la fin des déserts médicaux ; dans l'éducation avec la gratuité réelle de l'école et des cantines ; la construction de logements sociaux aux normes écologiques, l'encadrement des loyers à la baisse.
- La renationalisation d'EDF, d'ENGIE et des aéroports.
- La formation d'un grand pôle public financier avec la nationalisation de banques généralistes, dans l'objectif d'assurer la transformation sociale et écologique de la France.
- L'instauration d'une 6^{ème} République pour en finir avec la monarchie présidentielle et introduire des droits nouveaux pour les citoyens.
- Une diplomatie au service de la paix.

LES ENJEUX

- Empêcher Emmanuel Macron de poursuivre sa politique antisociale.
- Faire reculer l'extrême-droite qui a réalisé en Corse l'un de ses meilleurs résultats.
- Faire participer la Corse à une majorité de gauche.
- Amplifier et garantir les moyens de la solidarité nationale en faveur de notre île.

Le projet d'*autonomie de plein droit et de plein exercice* est au centre de la revendication de la majorité territoriale et des candidats nationalistes. Ce projet va faire l'objet de discussions avec le gouvernement avant et après la séquence électorale. Nous suivrons ce débat de très près et nous y participerons.

Mais, pour le moment, nul n'est en capacité d'indiquer en quoi consistera précisément ce projet présenté, à nouveau, comme LA solution institutionnelle à toutes les difficultés structurelles de la Corse. Mettra-t-il fin aux profondes inégalités qui affectent notre société et ses territoires ? Sera-t-il un levier pour lutter contre la pauvreté et la précarité qui s'étendent tandis que le nombre de détenteurs de gros patrimoines ne cesse de grandir, en Corse aussi ? Permettra-t-il de faire baisser les prix et augmenter les salaires ? Poser ces questions, c'est déjà y répondre...

Prenons pour hypothèse (généreuse) que ce projet n'est, pour le moment, qu'une page blanche qui attend la dictée. La bourgeoisie corse, elle, sait déjà ce qu'elle veut y inscrire : de nouveaux avantages fiscaux, de nouveaux pouvoirs économiques, de nouvelles possibilités de tourner le droit social et le

code du travail... Là est, assurément, le piège et le danger !

Nous préférons, dans l'immédiat, poursuivre le combat pour défendre les mesures nationales progressistes que porte la Nouvelle coalition de gauche. Et agir, dans ce cadre novateur, pour assurer une solidarité nationale active, seul atout et seule garantie pour une véritable égalité entre les territoires.

Car, sous le principe du « droit à la différenciation » énoncé et réclamé par les présidents de Régions, pourrait bien se cacher une compétition sauvage entre les territoires qui ne pourra pas avantager la Corse...

Qui peut ignorer, par ailleurs, les tentatives de certaines autorités européennes pour remettre en cause le soutien financier aux transports maritimes et aériens, arraché de haute lutte naguère, et inscrit désormais au budget de l'Etat au titre du principe de « continuité territoriale » ?

Une *autonomie de plein droit et de plein exercice* est-elle de nature à pérenniser ces crédits indispensables aux insulaires que nous sommes ? L'affaire de la Corsica Ferries n'est-elle pas suffisamment éclairante ?

Nous appelons, par conséquent, les électrices et les électeurs de gauche, tous les progressistes, tous ceux aussi qui croient à la nécessité et la possibilité d'un changement véritable, à voter pour les propositions de la Nouvelle Union Populaire portées par les candidats communistes. Ce sera une bonne façon d'obtenir les moyens du progrès social et écologique pour la Corse !

Anissa-Flore AMZIANE
Marc-Antoine LEROY

Gauche solidaire écologiste

*L'Humain
d'Abord*

 **PCF**
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS